

Université de Dakar
Faculté de médecine
4^e année
année universitaire
1977/1978

MODULE OPTIONNEL DE NUTRITION AFRICAINE

Les facteurs économiques
de la consommation
(2 heures)

- Niveau de vie et croissance économique (1 heure) par Ph. BONNEFOND, économiste
- Influence du revenu sur la consommation (spécialement la consommation alimentaire) (1 heure) par S. CHEVASSUS-AGNES, nutritionniste

Influence du revenu sur la consommation : Croissance économique, revenu et nutrition.

S. CHEVASSUS-AGNES (Chercheur ORSTOM à l'ORANA).

De façon classique, il est établi que pour obtenir une meilleure alimentation il faut qu'il ait croissance économique : les classes défavorisées affectent une grande part de leurs ressources aux achats alimentaires (80 %), les plus favorisées une faible part (20 %), etc... (cf. graphe I, tableaux, 1, 2, 3, 4, et 5). Lorsque le revenu augmente, les aliments riches en protéines animales et les lipides libres et liés aux aliments d'origine animale augmentent aussi.

Le revenu est donc un facteur déterminant de la qualité et de la quantité des aliments ingérés. Cependant s'il est clair que les relations entre croissance de revenu et nutrition sont généralement bénéfiques, il est tout aussi clair que les revenus augmentent très lentement dans les classes les plus pauvres et que ces faibles augmentations ne peuvent souvent modifier en profondeur les habitudes et pratiques qui empêchent ainsi la réalisation d'amélioration nutritionnelle, en particulier pour les jeunes enfants.

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 28477

Cote : B

En fait cette théorie affirmant que la nutrition est améliorée par la croissance économique repose sur des affirmations discutables, à savoir :

- La croissance nationale du revenu per capita implique une élévation assez importante et rapide des revenus des classes pauvres pour avoir une portée nutritionnelle
- La hausse du revenu des pauvres conduit automatiquement et de suite à une augmentation des sommes que la famille dépense pour se nourrir.
- Cette augmentation de dépenses alimentaires par les familles pauvres va dans le sens d'une amélioration de son état nutritionnel.
- Cette amélioration au sein de la famille implique une amélioration pour les personnes à risque nutritionnel de cette famille.

En fait il existe beaucoup d'exceptions à ces lois communément admises:

Les augmentations de revenu sont insuffisantes.

Les fractions de populations dans le besoin nutritionnel ne bénéficient pas souvent de la croissance économique de leur pays et parfois même voient leur niveau de vie se détériorer :

- ainsi entre 1960 et 1970, les revenus per capita des 2/3 de la population mondiale n'ont augmenté que de 1,5 % par an.
- Au Brésil les 40 % les plus défavorisés de la population virent leur part de revenu national diminué de 20 % de 1960 à 1970
- Au Mexique les 40 % les plus défavorisés de la population disposaient de 14 % du revenu national en 1950 et seulement de 11 % en 1969 et parmi eux les 20 % les plus pauvres ne disposaient plus que du 1/3 de ce qu'ils avaient en 1950.

Et même lorsque le revenu croît normalement, les améliorations des classes à bas revenus sont lentes et peu encourageantes :

- ainsi en Inde le tiers des familles devrait disposer d'un revenu double de l'actuel pour arriver à un régime alimentaire correct (base prise : le salaire).
- dans le même pays en admettant une augmentation annuelle de 3 p. 100 du revenu per capita il faudrait 25 ans pour que ce tiers dispose du minimum alimentaire ! ...

Donc l'amélioration du revenu ne semble pas pouvoir apporter de solution pour les classes les plus défavorisées.

Les dépenses non alimentaires

Si on admet traditionnellement que le régime alimentaire est amélioré par une augmentation du revenu, on constate parfois que les suppléments monétaires ne sont pas automatiquement transférés dans l'achat essentiel d'aliments : le principe ne semble vrai qu'en cas d'augmentations nettes du revenu et du niveau de vie. En outre les données brutes des dépenses alimentaires sont parfois trompeuses : il existe ainsi des périodes où la corrélation est inverse entre revenu et nutrition :

- C'est le cas du cultivateur qui passe de l'autoconsommation à la culture des plantes destinées à la vente et achète des produits non alimentaires tels que crayons à bille ou radio qui pour la première fois concurrencent ce qui était une production orientée vers l'alimentation. On constate ainsi que des paysans pratiquant la culture et élevage (Indes) consomment moins de la moitié de laitages et légumes que les gens des périmètres urbains qu'ils approvisionnent...

Les Dépenses pour des aliments peu nutritifs

Les dépenses alimentaires peuvent augmenter sans nécessairement améliorer le régime alimentaire : on peut manger plus mais pas nécessairement mieux.

- ainsi en Asie méridionale on passe, le revenu augmentant, du sorgho et mil au riz traité traditionnellement puis au riz traité industriellement ; en Afrique ce transfert est aussi fréquent : il n'est motivé que par des raisons d'esthétique et de commodités mais est défavorable sur le plan nutritionnel.

.../...

De même le maïs blanc est préféré au maïs jaune, le pain blanc à la "tortilla", le café aux boissons traditionnelles à base de maïs ou de mil, le thé aux bouillies. Les sucreries augmentent au détriment parfois de la viande et des fruits. L'influence néfaste des boissons sucrées est bien connue dans les quartiers urbains pauvres.

- Les aliments de prestige sont préférés lorsque les disponibilités monétaires augmentent : on préfère ainsi sur l'alti plateau Bolivien des produits céréaliers coûteux au "quinoa", en Afrique la bière ou le pain blanc à des plats traditionnels plus nutritifs, etc...
- Plus le niveau de vie monte, plus les femmes abandonnent l'allaitement au sein : en Indes 60 % des femmes dont le revenu n'excède pas 2 \$ par mois allaitent leur enfant au delà de six mois ; 8 % seulement des mères le pratiquent lorsque leur revenu est supérieur à 9 \$; une mère Indienne produit environ 1/2 litre de lait par jour même si elle est mal nourrie et cette quantité de lait substitué vaut plus de 2 \$ par mois et les mères qui atteignent des niveaux moyens de revenus (9 \$ par exemple) n'achète qu'un tiers de ce lait nécessaire qui, en plus, ne sert pas en totalité au sevrage (usage du thé au lait...).

Illusions données pour les augmentations de revenus monétaires.

Le revenu monétaire des gens qui migrent de la campagne à la ville augmente en général mais ce surplus de revenu monétaire est absorbé par les nécessités urbaines: logement, habillement, déplacement, etc...; les aliments qu'ils consommaient auparavant coûtent plus cher et la chasse et la cueillette ne sont plus possibles.

- ainsi à Brazzaville on a trouvé de la pellagre chez des migrants car ils ne disposaient plus des feuilles sèches riches en niacine qu'ils consommaient traditionnellement.

- A Dakar on a trouvé des cas de beri-beri chez des Casamançais qui consommaient avant du riz préparé de façon traditionnelle.

Le passage d'une culture de subsistance à une culture de rapport implique une augmentation de revenu : mais si le paysan qui cultive du coton, du cacao, de l'arachide ou du coprah ou qui travaille pour un propriétaire qui en cultive gagne plus, cela implique-t-il qu'il mange aussi bien que lorsqu'il cultivait ses propres aliments ?

Augmentation du revenu et impacts sur les groupes nutritionnels vulnérables.

Lorsque la qualité ou la quantité des aliments s'améliore, rien ne permet d'affirmer que cette amélioration touchera les personnes en ayant le plus besoin : les enfants, les femmes enceintes ou allaitantes.

Les jeunes enfants :

De nombreuses enquêtes faites en Pays Tropicaux montrent que même lorsque les revenus sont suffisants pour permettre aux membres les plus âgés de la famille de se nourrir correctement, les enfants ont souvent des régimes déficients à 20 à 30 p. 100. Ceci est surtout vrai pour les bébés, les parents n'étant pas convaincus de l'importance de la supplémentation du lait maternel à partir d'un certain âge.

- Ainsi souvent en Afrique ou dans d'autres Pays les aliments riches en protéines sont refusés aux enfants car on a peur de conséquences défavorables (oeufs, viandes, poissons).....
- Les haricots, les lentilles et d'autres légumineuses sont aussi rejetés à cause des risques de flatulence.
- Outre ces interdits, la façon commune de se nourrir est défavorable pour les enfants soit que les aliments nouveaux (et en quantité insuffisante) sont réservés aux adultes soit du fait du plat commun....

Femmes enceintes.

La notion selon laquelle une femme enceinte devrait manger pour deux n'est qu'occidentale. Ailleurs on pense souvent même qu'elle devrait moins manger de façon à ce que le bébé soit petit et donc l'accouchement plus facile.

Les interdits alimentaires sont aussi fréquents et portent sur la viande, les oeufs (Afrique noire), les fruits, les tubercules même (banane plantain en Inde), les légumes verts, les légumineuses... Des interdits existent aussi dans les pays occidentaux.

Femmes allaitantes

Dans de nombreux pays, les femmes, après leur couche essaient de manger moins pour reprendre leur aspect initial, ou pour d'autres raisons (qualité du lait en particulier).

Ainsi souvent sont interdits les oeufs ou certaines espèces animales en Afrique. En Asie de même en certains endroits on pense que la viande rend toxique le lait; en Malaisie, les fruits et les légumes sont interdits ; etc...

Résumé :

Croissance économique → Elevation de revenu → Action sur état nutritionnel.

- Le problème de beaucoup de populations malnourries est qu'elles manquent d'aliments car elles n'ont pas un pouvoir d'achat suffisant pour en acheter.
- Le revenu des classes défavorisées n'est pas suffisant même lorsque la croissance nationale semble bonne.
- En outre la relation : "croissance économique ⇒ amélioration de l'état nutritionnel" repose sur des affirmations qui n'ont pas de valeurs dans les niveaux très bas de revenus ou d'inégalités.
- Une des solutions au problème de l'état nutritionnel de la population d'un pays serait plutôt dans la façon dont les revenus sont distribués plutôt que la croissance économique uniquement.

Ainsi : MEXICO où le revenu moyen par tête est de 530 US \$ mais est très inégalement réparti à beaucoup plus de malnutrition que TAIWAN où le revenu moyen par tête est de 270 US \$.

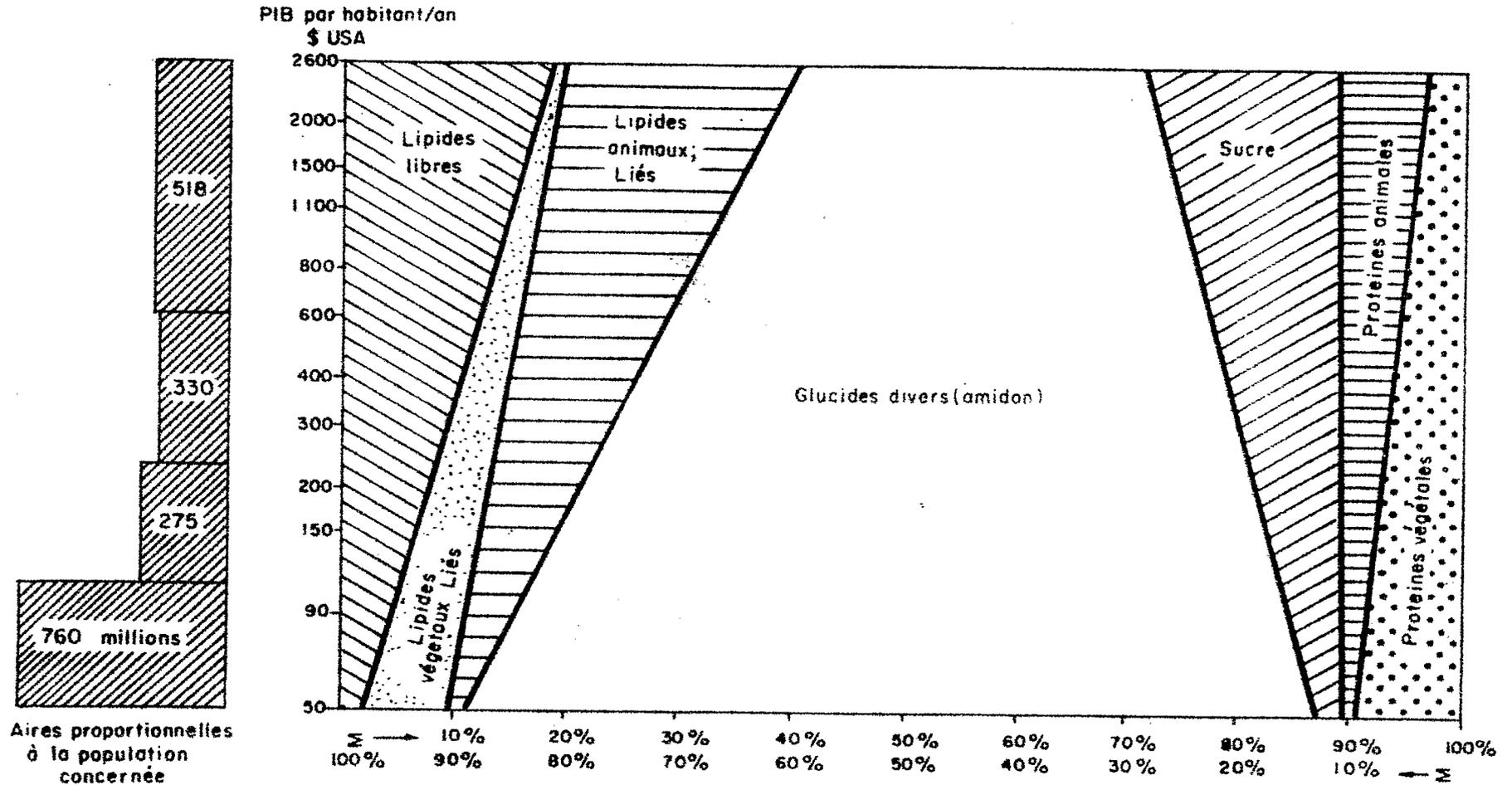
- Seuls les "programmes actuels d'amélioration nutritionnelle" semblent impuissants à résoudre les problèmes nutritionnels : le mode de développement choisi devrait avant tout faire porter les efforts (augmentation de revenu en particulier) sur les classes nécessiteuses et défavorisées. Modifier l'état nutritionnel dans un contexte

.../...

élargi de développement revient à étudier la nutrition dans ses rapports avec la politique et à évaluer l'impact nutritionnel de stratégies et politiques de croissance économique. En effet il n'existe pas de formule magique "Politique-Programmes nutritionnels" qui aboutirait fatalement à l'amélioration de l'état nutritionnel à la suite de croissance économique.

- L'augmentation de revenu n'est pas une condition suffisante pour améliorer la nutrition d'une population, surtout dans le cas où les croyances ou les pratiques alimentaires sont défavorables à certains groupes. Distribuer des vitres et faire de l'éducation nutritionnelle pourront améliorer l'état nutritionnel en particulier si ces mesures trouvent leur source dans les hauts revenus et, même en l'absence de croissance économique, des méthodes d'action directe sur l'alimentation et la nutrition peuvent être employées de façon efficace.

Graphique 1 - CALORIES FOURNIES PAR LES LIPIDES, GLUCIDES, PROTEINES EN P.CENT DES CALORIES TOTALES. SUIVANT LE REVENU DES PAYS (1962) *



* Correlation établie sur 85 pays.

Tableau I

Equations des courbes de régression

des divers taux caloriques

("y" représente les pourcentages
et "x" le revenu en dollars)

Pourcentage de calories des :		Coefficient de corrélation
Lipides libres	$y = -14,23 + 4,14 L_n x$	$r = 0,69$
Lipides liés végétaux	$y = 15,51 - 1,87 L_n x$	$r = 0,63$
Lipides liés animaux	$y = -21,15 + 5,32 L_n x$	$r = 0,72$
Lipides totaux	$y = -19,87 + 7,59 L_n x$	$r = 0,84$
Sucre	$y = -12,94 + 3,81 L_n x$	$r = 0,78$
Protéines végétales	$y = -16,02 - 1,57 L_n x$	$r = 0,74$
Protéines animales	$y = - 5,58 + 1,70 L_n x$	$r = 0,77$
Protéines totales	$y = 10,44 + 0,13 L_n x$	$r = 0,08$

Tableau 2

Calories fournies par les nutriments
en pour-cent des calories totales suivant
le revenu des pays (1962)

	PIB par tête \$	Calories	Lipides libres	Lipides végétaux liés	Lipides animaux liés	Sucre	Protéines végétales	Protéines animales
Etats-Unis	2684	3100	16,1	2,5	22,5	16,0	3,5	8,3
Canada	1787	3020	15,5	2,5	22,4	16,6	4,1	8,0
Suisse	1738	3220	14,9	4,1	17,2	14,4	4,9	6,3
Suède	1689	2990	18,5	2,1	18,6	15,2	3,8	7,3
Nelle-Zélande	1563	3490	14,3	2,0	24,3	13,7	3,9	8,6
Australie	1492	3140	11,5	2,3	24,2	17,7	3,8	7,6
Danemark	1381	3370	19,9	2,0	19,8	15,7	4,2	6,9
Allemagne R.F.	1338	2960	21,2	2,2	15,6	11,7	4,3	6,6
Norvège	1318	2930	19,3	2,0	18,0	15,2	4,4	6,7
France	1314	3050	18,1	2,1	16,9	11,0	5,7	7,3
Royaume-Uni	1305	3280	17,3	1,7	20,4	16,9	4,3	6,5
Belgique	1255	3040	23,9	2,0	15,1	11,1	5,2	6,0
Finlande	1057	3070	15,5	2,0	17,6	13,6	5,1	7,0
Pays-Bas	1027	2950	24,1	2,1	13,1	17,3	4,4	6,2
Autriche	886	2970	14,9	3,0	16,0	13,3	5,3	6,4
Israël	830	2820	15,3	4,1	9,6	12,4	6,8	5,1
Venezuela	721	2262	9,5	3,0	12,2	13,8	5,8	4,7
Italie	699	2730	15,2	3,0	8,2	9,4	7,3	4,4
Irlande	639	3490	13,8	1,7	18,4	14,5	4,3	6,3
Argentine	601	3038	9,8	1,8	21,0	12,2	5,3	7,6
Pologne	594	3350	10,1	1,9	15,2	9,3	6,6	4,5
Uruguay	571	3143	9,1	1,3	24,4	13,2	4,5	9,4
Roumanie	550	3160	6,8	3,1	11,6	4,3	8,8	3,5
Japon	521	2230	5,3	5,8	3,6	7,1	9,4	3,0
Afrique du Sud	480	2820	4,7	5,5	11,6	15,3	6,9	4,5
Chili	420	2509	8,2	2,5	9,7	13,5	7,3	4,2
Panama	410	2310	7,9	5,6	8,9	8,7	6,0	4,1
Grèce	406	2940	15,4	3,9	7,7	5,6	8,8	4,3
Mexique	367	2610	10,3	6,0	8,4	12,1	7,5	3,5
Gabon	364	2135	4,2	5,1	2,1	1,1	3,9	4,2
Espagne	354	2800	17,9	5,5	6,7	7,1	7,6	3,3
Costa Rica	339	2430	7,1	3,4	8,1	13,1	5,4	3,4
Liban	314	2360	12,2	3,7	4,9	10,4	8,3	2,7
Surinam	310	1980	11,8	2,9	5,9	12,1	5,9	3,1
Portugal	285	2550	15,0	4,0	4,6	8,1	7,1	4,3
Irak	273	2140	4,3	2,6	7,7	14,6	8,3	4,3
Colombie	264	2210	5,9	4,2	11,7	7,8	5,0	4,6
Guatemala	256	2080	3,5	7,4	4,3	9,7	9,2	11,7
Yougoslavie	254	3030	9,4	3,8	9,1	5,7	9,4	3,0
Pérou	246	2268	8,8	3,5	6,5	6,5	7,3	3,3
Côte-d'Ivoire	225	2294	4,4	6,0	1,8	3,5	7,3	1,8
El Salvador	222	2030	6,7	6,0	6,8	8,3	8,7	3,0

Tableau 2 (suite)

	PIB par tête \$	Calories	Lipides libres	Lipides végétaux liés	Lipides animaux liés	Sucre	Protéines végétales	Protéines animales
Ghana	218	2157	4,7	8,0	1,8	3,9	7,0	2,0
Turquie	212	3110	6,3	5,0	4,3	6,2	10,5	2,0
Honduras	201	2080	3,5	6,1	4,1	6,7	7,9	2,4
Sénégal	198	2279	9,9	7,2	3,8	5,5	8,1	3,2
Iran	193	2050	8,0	3,3	5,0	9,9	9,0	2,6
Malaisie	192	2336	10,0	2,4	4,5	10,6	6,4	2,6
Syrie	182	2340	9,8	3,7	5,0	5,7	9,6	2,1
Jordanie	178	2230	10,9	4,6	2,9	11,0	9,3	1,9
Paraguay	176	2733	6,8	3,3	13,7	12,8	5,5	4,9
Equateur	174	1846	6,7	3,2	8,3	12,8	6,1	3,0
Zambie	173	2277	3,2	7,5	1,1	1,5	10,9	1,7
Chine Taiwan	170	2400	4,9	3,3	7,1	7,4	7,4	2,3
Congo B.	168	2125	11,1	7,0	2,6	1,0	4,5	2,8
Libye	156	1850	9,5	3,6	3,7	10,2	8,3	2,2
Philippines	152	1875	4,6	4,3	5,6	6,7	6,4	3,0
Brsil	146	2830	4,5	4,4	7,9	13,8	8,7	3,1
Ceylan	138	2049	4,8	12,3	1,7	9,9	7,1	1,7
R.A.U.	135	2690	5,0	5,1	4,0	5,6	9,9	1,8
Cameroun	121	2133	6,4	10,8	2,6	0,8	8,4	1,9
Mauritanie	115	1954	1,9	19,5	16,7	13,5	6,5	7,9
Thaflande	112	2127	1,7	8,3	4,1	1,9	6,8	2,0
R.C.A.	108	2122	2,4	11,3	2,4	0,9	6,5	1,7
Bolivie	108	1785	6,3	4,6	5,7	10,2	7,4	2,7
Madagascar	105	2333	3,5	3,3	1,3	3,0	7,3	1,6
Congo K.	103	1914	7,7	6,5	1,5	1,4	4,4	1,6
Soudan	93	1940	9,0	6,6	7,8	5,6	8,9	4,7
Kenya	86	2118	4,7	6,8	1,5	5,3	9,9	2,3
Inde	86	1977	6,3	4,8	1,7	2,9	9,5	1,1
Togo	85	2214	3,9	9,3	1,8	1,4	7,9	1,0
Pakistan	80	1940	5,7	2,5	3,8	1,3	7,7	1,8
Niger	80	2161	1,3	11,0	4,8	0,9	11,9	2,6
Gambie	72	2301	8,1	6,9	1,9	5,3	8,4	2,1
Nigéria	71	2182	7,8	7,8	1,3	0,6	9,9	1,0
Dahomey	71	2124	6,1	5,0	1,2	1,5	8,7	1,1
Ouganda	70	2068	2,7	7,2	3,1	5,6	7,7	1,9
Mali	68	2120	3,3	9,7	3,4	2,8	10,0	2,1
Corée du Sud	65	2209	0,6	4,7	1,5	0,9	10,7	1,1
Tanzanie	64	2102	2,3	6,6	2,7	3,0	9,4	1,7
Tchad	63	2184	1,1	12,3	3,3	2,1	11,7	2,2
Afghanistan	60	2050	1,0	4,7	7,4	1,7	10,3	3,1
Haute-Volta	50	2016	2,5	11,5	1,5	1,0	12,8	1,0
Ethiopie	46	2039	6,0	6,3	2,5	1,1	10,5	2,9
Malawi	36	2113	1,0	10,8	1,5	1,3	11,4	0,6

Tableau 3

Madagascar rural - Variation de la consommation
alimentaire par classes de revenu monétaire
par personne et par jour

Classes en 1000 Fr par ménage/an	I à 20	20 à 40	40 à 80	80 à 130	130 à 190	190 à 390	390 à 590
Nombre de ménages %	54,6	27,7	11,0	3,8	1,5	0,8	0,3
Autocosommation % I/	83,1	70,9	68,4	67,7	55,9	35,9	30,9
Calories	2154	2292	2256	2359	2350	2341	2456
Lipides totaux g	12,1	15,9	17,6	23,1	25,6	32,2	38,9
Lipides libres g	0,1	0,4	0,6	1,0	1,2	2,7	3,9
Lipides liés vég. g	7,6	7,9	7,3	6,9	6,8	5,1	4,9
Lipides liés anim. g	4,4	7,6	9,7	15,2	17,6	24,4	30,1
Sucre g	2,4	2,6	4,0	4,6	6,0	8,7	16,1
Protéines totales g	47,3	54,1	53,6	61,2	59,1	64,6	65,3
Protéines animales g	5,5	8,5	9,4	15,2	15,2	21,8	23,6
Protéines vég. g	41,8	45,6	44,2	46,0	43,9	42,8	41,7

Tableau 4

Part de la dépense pour une unité de revenu supplémentaire chez
les Indiens Ruraux par
groupe de revenus, 1964-65, en pourcent.

Catégorie de dépenses	Moyenne mensuelle de dépense/tête en roupies						
	8,93	13,14	17,80	24,13	30,71	41,89	85,84
Grains : céréales, légum.	55	36	24	15	10	7	2
Lait et produits laitiers	8	11	13	13	12	12	9
Viande, oeufs, poisson	2	3	3	3	3	3	3
Huiles	5	6	5	5	4	4	2
Sucreries	4	5	5	4	3	3	1
Autres aliments	2	6	8	9	10	12	17
Total articles alimentaires	76	67	58	49	42	41	34
Non alimentaires	24	33	42	51	58	59	66

Tableau 5

Part du revenu affecté aux dépenses alimentaires
(mid-1960 s) pour pays (années 1960)

Pays	Par capita PNB en \$	Pourcent de dépenses affectées aux aliments	Pourcent d'augment des dépenses affectées aux aliments	Prot. animal en pourcent des protéines totales.
Ghana	170	64	76	17
Ceylan	180	56	79	18
Honduras	260	47	40	27
Malaysie	330	49	37	30
Suède	2,620	32	20	69
U.S.A.	3,980	23	20	72